

[Texte]

move in the wrong direction and we would not be prepared to support it.

• 1605

As I said earlier, we are agreeable to allowing a phase-in program to gradually eliminate the provincial programs that are presently in place and allow the provincial governments in question and the producers in those areas to work out some other system. If they need the sort of support they are getting—and I think in some cases I question if they do need the extent of the support they are getting—but if a region finds it is necessary to keep that particular sector of their industry alive in that province and they need some other form of assistance, then I would very strongly submit to you that it be done in a more imaginative way that will not attract international attention. And for no other reason than that, and I think there are many more, we have to get rid of top-loading and regional cost of production calculations and so on.

Mr. Hovdebo: What you are saying is then, you would not mind some method of evening out the cost of production across the country for the individual producer and then stabilizing on that basis.

Mr. Stevenson: I would rather not go down on the record in quite those words, but yes. As Bernie says, resource development programs; you can put it in whatever words you wish to put it in, but I hope you are getting the message I am trying to put across.

Mr. Fraleigh: You are coming apart.

Mr. Stevenson: Well, you say we are coming apart. I used to have a position that took me to Nova Scotia a few times, and I have spoken down there and toured farms, particularly in Nova Scotia and to a lesser degree in P.E.I., a number of years ago now, but at the time I can recall that capital grants were 50% on silos. Quite frankly, at that time I supported it. I think they needed it. I am not sure what the situation is down there now on such things as capital grants, but I think you have to take a realistic view.

Certainly, I am sure there are areas of Canada that have low cost production and would be quite happy to produce the products they can produce well, for the rest of Canada. There is no question about that. But I think we have to be somewhat realistic in accepting that various regions want and expect to have a certain degree of production of various agricultural commodities in their own province.

I think it is politically and realistically out of the question to come in with some sort of procedure that will eliminate, or gradually eliminate a particular sector of an industry from a province. Hence, we are flexible enough to accept that certain things will be undertaken. I just again repeat. Let us keep them imaginative enough that we are not going to be inviting international attention every time we come in with a provincial agricultural policy. It will take a long time for

[Traduction]

Toute tentative d'édulcoration de cet article du projet de loi serait une erreur et n'aurait pas notre appui.

Comme je l'ai dit un peu plus tôt, nous ne nous opposerions pas à un programme d'élimination progressive des programmes provinciaux actuellement en place ni à ce que les gouvernements provinciaux concernés et les producteurs de ces régions trouvent une autre sorte de système. S'ils ont besoin du genre de soutien dont ils bénéficient—et je crois que dans certains cas, l'ampleur du soutien dont ils bénéficient me semble contestable—mais si une région estime nécessaire de maintenir en vie dans cette province ce secteur particulier de son industrie et s'ils ont besoin d'une autre forme d'assistance, j'insisterais vivement pour que cela soit fait d'une manière plus imaginative qui n'attire pas l'attention internationale. Pour cette seule raison, et je pense qu'il y en a beaucoup d'autres, il nous faut nous débarrasser de cette pratique des subventions supplémentaires ainsi que des calculs régionaux de coûts de production, etc.

M. Hovdebo: Donc, si j'ai bien compris, vous ne vous opposeriez pas à une sorte de méthode de nivellement des coûts de production, appliquée à l'ensemble des producteurs, puis à une stabilisation sur cette base.

M. Stevenson: Je préférerais que mes propos ne soient pas rapportés tout à fait dans ces termes, mais oui. Comme me le dit Bernie, il y a les programmes de mise en valeur des ressources; vous pouvez l'exprimer dans les termes que vous voudrez, mais j'espère que vous comprenez mon message.

M. Fraleigh: C'est la désintégration.

M. Stevenson: Vous parlez de désintégration. J'occupais auparavant un poste qui m'a mené à plusieurs reprises en Nouvelle-Écosse, et j'y ai fait des discours, je me suis rendu dans des fermes, tout particulièrement en Nouvelle-Écosse et à un degré moindre à l'Île-du-Prince-Édouard, il y a un certain nombre d'années, mais à l'époque je peux me souvenir que les subventions d'immobilisations pour les silos étaient de 50 p. 100. Je vous dirais honnêtement qu'à l'époque j'étais pour. Je crois qu'ils en avaient besoin. Je ne sais quelle est la situation maintenant là-bas en matière de subventions d'immobilisations, mais je crois qu'il faut être réaliste.

Je suis certain qu'il y a des régions du Canada dont les coûts de production sont faibles et qui aimeraient produire des produits qu'ils peuvent bien produire pour le reste du Canada. Cela ne fait aucun doute. Cependant, je crois qu'il nous faut faire preuve d'un certain réalisme en acceptant la volonté de diverses régions d'avoir un certain degré de production de divers produits agricoles dans leur propre province.

Je crois que sur le plan politique et sur le plan pratique, il est hors de question de proposer une procédure éliminant ou éliminant progressivement dans une province, un secteur particulier d'une de ces industries. En conséquence, nous sommes suffisamment souples pour accepter que certaines choses soient entreprises. Je répète encore une fois: soyons suffisamment imaginatifs afin de ne pas attirer l'attention internationale chaque fois que nous proposons une nouvelle